



Points saillants des forums du CCRC sur le secteur minier

Le CCRC a organisé, à l'intention des présidents de comité d'audit des sociétés minières canadiennes, des forums sur le secteur minier qui ont eu lieu respectivement le 3 octobre 2018 à Vancouver et le 11 octobre 2018 à Toronto.

Animés à Toronto par **Richard Graff**, président du comité d'audit de Yamana Gold Inc. et à Vancouver par **Dale Peniuk**, président des comités d'audit de Lundin Mining Corporation, Capstone Mining Corp. Argonaut Gold et Miramont Resources, ces forums comportaient des tables rondes sur des questions figurant à l'avant-plan des priorités des comités d'audit des sociétés minières canadiennes.

Enjeux auxquels font face les comités d'audit des sociétés minières au Canada

Adoption de nouvelles normes

La direction et les comités d'audit ont des responsabilités accrues quand il s'agit d'appliquer de nouvelles normes. Les normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 16, *Contrats de location*, qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board, doivent s'appliquer aux exercices financiers à compter respectivement du 1er janvier 2018 et du 1er janvier 2019. En examinant la stratégie d'audit et en appliquant ces normes, les sociétés minières pourraient devoir modifier certaines pratiques de comptabilisation des produits et des contrats de location.

Les participants ont convenu qu'ils ont été en mesure de collaborer avec la direction en vue d'appliquer la norme IFRS 15. La mise en œuvre de la norme IFRS 16 est une tâche plus exigeante. Le processus est bien lancé, les comités d'audit et la direction étant centrés sur les aspects techniques et les questions de contrôle, y compris le risque d'utiliser Excel pour tenir un registre des locations et la question de savoir si l'on dispose de suffisamment de temps pour tester les contrôles et localiser les défaillances.

Indicateurs clés de performance (ICP)

Pour pouvoir prendre des décisions de placement éclairées, les investisseurs s'appuient sur les ICP et les mesures non conformes aux PCGR communiqués par les sociétés minières. Même s'il existe certaines directives en matière de normalisation, les ICP sont souvent définis différemment d'une société à l'autre. Les participants ont examiné et comparé la surveillance actuelle des rapports de gestion et des mesures non conformes aux PCGR, et ont reconnu que les informations divulguées pourraient grandement être améliorées. Les participants ont également souligné l'importance de savoir si leur société est en diapason avec les autres organisations du secteur, et ont proposé que l'auditeur fournisse des données à ce sujet. Puisque les cabinets d'audit ont une perspective unique sur de multiples sociétés minières auxquelles elles ont un accès privilégié, leur expertise peut être mise à profit pour aider à assurer une qualité soutenue et constante dans le secteur. Les comités d'audit devraient évaluer comment ils pourraient collaborer avec la direction et l'auditeur en vue d'améliorer la fiabilité des renseignements utilisés par les investisseurs.

Pratiques de surveillance des auditeurs

La qualité de l'audit peut être améliorée grâce à une bonne surveillance de l'auditeur externe. Des examens approfondis et le recours à des indicateurs de la qualité de l'audit (IQA) sont des pratiques qui peuvent aider les comités d'audit à superviser le travail de leur auditeur. Les participants se sont demandé si une revue annuelle était trop superficielle, et quelles pratiques supplémentaires pourraient être mises en œuvre pour assurer une évaluation continue des auditeurs. L'un des participants a effectué des examens trimestriels, en plus de l'évaluation annuelle. Un autre a sélectionné des IQA annuels et a reçu des rapports trimestriels de la direction en vue d'examiner et de mesurer le rendement.

Les participants ont convenu que ces types de contrôles réguliers permettaient d'entretenir un dialogue ouvert entre l'auditeur et le comité d'audit et d'obtenir une meilleure compréhension globale de son rendement à tout moment au cours de l'année.

Technologies émergentes et innovation

De nos jours, le secteur de l'audit fait face à de grandes perturbations. L'auditeur a de plus en plus recours à l'analyse des données et à d'autres technologies émergentes, et la cybersécurité demeure une priorité pour toutes les sociétés. Dans un contexte où les cabinets misent sur la technologie afin d'accroître la fiabilité de l'audit, les participants se sont penchés sur la question de la sécurité et de la surveillance des données, en particulier pour ce qui est de savoir qui détient les données et quels contrôles sont effectués en vue d'assurer leur protection. Les participants ont convenu que les nouvelles technologies devront passer par un processus d'essais et d'erreurs, mais qu'au bout du compte, elles offriront la possibilité de suivre et de surveiller la qualité de l'audit à partir d'une source de données centralisée et permettront d'améliorer la surveillance des données.

Faits nouveaux concernant la qualité de l'audit

Confiance à l'égard de l'audit

Lorsque les organismes de réglementation internationaux ont demandé aux chefs de la direction des plus grands cabinets comptables du monde quelles étaient leurs priorités actuellement, les réponses les plus fréquentes ont été la confiance et l'intégrité. À l'échelle mondiale, il ne manque pas d'exemples où la qualité de l'audit a été remise en question. Les discussions se poursuivent dans certains territoires, comme au Royaume-Uni, au sujet des modifications qui pourraient améliorer la qualité de l'audit, notamment les mesures visant à accroître la concurrence dans le cas des audits de grande ampleur et à réduire la possibilité de conflits d'intérêts.

Systèmes de gestion de la qualité de l'audit

Selon le CCRC, il est indispensable de mettre davantage l'accent sur les systèmes centralisés de contrôle de la qualité des cabinets, en vue de renforcer l'uniformité de la qualité de l'audit. Bien que la plupart des audits que nous avons inspectés soient réalisés en conformité avec les normes prescrites, les thèmes récurrents de nos inspections indiquent la persistance de faiblesses dans les systèmes de gestion de la qualité, d'où un manque de constance dans la réalisation des audits. Pour permettre la réalisation systématique d'audits de grande qualité, il est essentiel que les cabinets mettent en place des politiques et des processus – tant du point de vue des dirigeants que de l'équipe de mission – pour encadrer la gestion des risques et pour faire en sorte que les bonnes personnes soient affectées aux bonnes tâches au bon moment. En 2018, le CCRC a mis en place une nouvelle méthodologie destinée à évaluer les systèmes actuels de gestion de la qualité de l'audit, en vue d'aider à accélérer le changement.

Indicateurs de la qualité de l'audit (IQA)

La qualité de l'audit est difficile à mesurer et évaluer par les comités d'audit. Les indicateurs de la qualité de l'audit (IQA) constituent une solution au problème, en fournissant des mesures quantitatives concernant les processus d'audit externes. Ils favorisent la collaboration entre les principales parties prenantes (auditeurs, membres de la direction et des comités d'audit), et permettent d'obtenir des données approfondies à l'appui de l'évaluation et de la réalisation d'audits de qualité soutenue. Le CCRC est d'avis que les IQA ont assurément la capacité d'influer positivement sur la qualité de l'audit.

Le CCRC a récemment conclu un projet pilote de deux ans en collaboration avec les comités d'audit et la direction, qui visait à étudier l'utilité des indicateurs de la qualité de l'audit (IQA). Nous avons récemment publié un [rapport final](#) sur les résultats obtenus et lancé un [réseau sur les IQA](#) afin de favoriser le partage de l'information et de soutenir les utilisateurs actuels et futurs des IQA.

Secteurs émergents et facteurs perturbants

Le CCRC surveille avec grand intérêt les secteurs émergents, en particulier la cryptomonnaie et le cannabis, et croit qu'il est urgent de communiquer aux auditeurs des lignes directrices leur indiquant comment procéder pour répondre aux risques d'audit types qui sont associés à ces clients. Nous avons récemment publié [notre point de vue](#) sur la pratique de l'audit dans le secteur des cryptoactifs dans le but d'aider à gérer certains de ces risques.

Le recours à l'analyse des données et aux technologies constitue par ailleurs un domaine de changement en croissance. Le CCRC continuera de suivre de près l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux outils et de nouvelles procédures afin de donner notre avis sur la façon dont ceux-ci permettront d'améliorer progressivement la qualité du processus.

Merci

Le CCRC tient à remercier tous les participants de leur contribution. Nous encourageons un dialogue permanent, et il nous tarde de poursuivre la discussion sur la qualité de l'audit à l'occasion d'autres événements partout au Canada.

Pour en apprendre davantage

Rendez-vous sur notre site Internet à l'adresse www.cpab-ccrc.ca et inscrivez-vous à notre liste de diffusion. Suivez-nous sur Twitter — @CPAB-CCRC

La présente publication n'est aucunement assimilable à la prestation de services juridiques, de services de comptabilité, de services d'audit ou de tout autre type de conseils ou de services professionnels, et elle ne doit pas être perçue comme telle. Sous réserve des dispositions relatives à la protection des droits d'auteur du CCRC, la présente publication peut être diffusée dans son intégralité, sans autre autorisation du CCRC, dans la mesure où aucune modification n'y est apportée et que le CCRC y est cité en tant que source. © CONSEIL CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTES, 2019. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

www.cpab-ccrc.ca / Courriel : info@cpab-ccrc.ca

